

gnons d'armes qui n'avaient pu oublier leur héroïque défense dans les plaines de la Lombardie. Ils avaient aussi chèrement payé l'honneur de défendre le trône d'un prince issu de leur patrie.

Orizaba, le 27 janvier 1867.

Monsieur le maréchal de France,

Au moment où nous allons bientôt quitter le Mexique pour rentrer en Autriche, j'ai l'honneur de vous exprimer toute notre reconnaissance pour la bienveillante protection de Votre Excellence, sans laquelle le sort du corps autrichien serait devenu bien triste.

Ce sera pour nous, à jamais, un glorieux souvenir d'avoir combattu sous les ordres de Votre Excellence et à côté du corps expéditionnaire français.

Dieu le veuille, qu'il arrive une époque où il nous sera permis de donner des preuves de notre dévouement pour Votre Excellence, et de notre reconnaissance envers la France, qui nous a protégés au Mexique et nous a comblés de bienfaits.

Pour le corps autrichien,

Le lieutenant-colonel,

POLAK.

A la fin du mois de janvier 1867, l'armée française, en pleine retraite, s'allongeait comme un ruban d'acier, sur la route poussiéreuse de Mexico à la Vera-Cruz. Le corps austro-belge descendait à la mer, flanqué par nos troupes, pour s'embarquer le premier, en vertu de la promesse consentie à Maximilien. Dans quelques jours, il ne devait plus rester que l'arrière-garde à Mexico. Aussi, les environs de la capitale étaient-ils déjà envahis par l'insurrection, qui s'avancait comme le flot montant. L'heure des combats était passée pour nos soldats. Les rebelles avaient soin de se tenir à longue distance et hors de vue de nos avant-postes, qui restaient prêts d'ailleurs à repousser vigoureusement toute attaque. Pouvait-on exiger davantage des juaristes? Fallait-il reprendre la campagne pour leur arracher les villes que les impérialistes livraient sans résistance? Une pareille conduite eût été un acte de folie; car, outre qu'elle eût été périlleuse, sans but utile, elle eût retardé l'évacuation et



provoqué des représailles contre les habitants de ces centres, et plus tard contre nos propres nationaux, dont il eût été criminel de rendre pire la situation déjà mauvaise : de plus, les ordres du cabinet français s'y opposaient formellement, et cela avec sagesse. Mécontent de l'attitude passive de nos troupes, le président du conseil rédigea une lettre injurieuse pour notre bonne foi, et qui provoqua une plainte adressée à Maximilien lui-même et une rupture avec le ministère.

Mexico, 28 janvier 1867.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« Le maréchal et le général Castelnau, en communication du 7 novembre dernier, ont déclaré que tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient comme par le passé les autorités et les populations, l'ordre en un mot, les zones qu'elles occupent, mais sans entreprendre d'expéditions lointaines.

« Une attaque récente vient de se produire à Texcoco\*.

« Votre Excellence n'a pas jugé convenable de prêter secours, d'après les informations du général de notre seconde division. Le gouvernement désirerait savoir quelle serait l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur sortie, elle était assiégée par les dissidents, si l'ennemi les attaquait sur quelques points, ou s'il se livrait à une agression quelconque. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à Votre Majesté,

\* Deux sorties successives, dirigées par le commandant français La Hayrie, avaient eu lieu sur Texcoco même.

qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suspicion.

En signalant à S. M. l'empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi, en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir, ou de la confiance qu'ils ont su inspirer, pour préparer au Mexique et à Votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du conseil qu'en présence des termes de sa lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

J'ajouterai, sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française, pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

Votre Majesté m'ayant témoigné le désir de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Jusqu'au dernier moment, sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que Votre Majesté voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts avec vos désirs.

BAZAINE.



Cette dépêche fut la dernière communication officielle adressée à la couronne par le quartier général.

La veille, le maréchal avait déjà écrit au président du conseil :

*A M. Larès, président du conseil des ministres.*

Mexico, le 27 janvier 1867.

J'ai reçu votre lettre du 25 courant; je pourrais me borner à vous en accuser réception seulement, parce que je n'admets pas que vous me convoquiez à votre gré; puis, parce que cette lettre traite de questions qui ont déjà été résolues tant par écrit que par les conférences antérieures.

C'est donc dans mes réponses, soit à vous, soit aux divers sous-secrétaires d'Etat, que Votre Excellence trouvera les éclaircissements qu'elle désire.

Vous semblez accuser l'armée française d'inertie... N'aurais-je pas bien plutôt le droit de me récrier contre les actes arbitraires, contre les violences commises chaque jour, depuis plusieurs semaines, et dont notre présence à Mexico semble rendre complice le drapeau de la France.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, et comme la rédaction de votre lettre laisse percevoir un sentiment de défiance, constamment basée sur des appréciations calomnieuses qui froissent notre loyauté, je tiens à vous exprimer qu'à l'avenir je ne veux avoir aucune relation avec votre ministère.

BAZAINE.

La lettre du maréchal avait été portée à l'Empereur par un officier français. Ce dernier fut reçu par le père Fischer, qui se chargea de remettre au souverain la dépêche du général en chef, sans vouloir laisser pénétrer l'envoyé du quartier gé-

néral. Quelques minutes après, le secrétaire de Maximilien rapportait la lettre dont le cachet était brisé et la remettait à cet officier; l'abbé écrivait du même coup au maréchal que Sa Majesté n'avait pas voulu accepter un document sévère et injuste pour ses ministres. Le général en chef ne revit jamais l'Empereur. La rupture était complète. Le confesseur impérial en avait été l'auteur, en poussant le ministère à offenser la dignité du commandement qu'il savait esclave d'instructions précises. Un dernier incident vint combler la mesure. Au moment du départ, dans l'intérêt d'officiers et de soldats français qui avaient bien mérité de Maximilien, et appartenant aux régiments qui avaient toujours guerroyé, le quartier général, malgré ses récents griefs, n'avait pas craint de rappeler à l'Empereur des propositions faites d'ancienne date pour l'obtention de la croix de Guadalupe. L'abbé Fischer, interceptant la dépêche, écrivit au général Osmont, l'ancien ministre :

*Confidentielle et réservée.*

Mexico, le 1<sup>er</sup> février 1866.

Mon cher général,

Vous n'ignorez pas que la ligne de conduite observée ces derniers jours par le maréchal Bazaine a donné pour dernier résultat que Sa Majesté s'est déterminée, bien à son regret, à cesser toute relation avec le maréchal.

A raison de cet incident lamentable, j'ai cru devoir m'abstenir de soumettre à l'approbation de Sa Majesté l'état de proposition que vous m'avez adressé avant-hier, car je considère qu'il ne ferait qu'augmenter le déplaisir de l'Empereur.

Mais le respect que je vous dois et ma haute estime pour vos mérites me font vous parler avec cette franchise.



Désireux cependant de ne pas laisser sans la récompense méritée les bons services de dignes militaires compris sur ces états, je viens soumettre à votre choix deux moyens qui, à mon avis, seraient bons pour réussir. Demandez-les vous-même à l'Empereur, non pas au nom du maréchal, mais au vôtre.

Ou bien adressez-moi une lettre particulière dans le même sens, et, dans ce cas, j'éprouverai grande satisfaction à provoquer la haute approbation de Sa Majesté.

Le secrétaire de l'Empereur,  
AUGUSTIN FISCHER.

Le clergé jouait le dernier rôle dans l'intervention française en 1867, comme il avait joué le premier rôle en 1861. Le clergé s'était cruellement vengé des tendances libérales accusées par Maximilien au début de son règne : il lui faisait payer chèrement le projet qu'il avait conçu de le réformer et de le moraliser en voulant jeter la lumière sur ses actes les plus mystérieux. Le malheureux souverain avait succombé dans la lutte qu'il avait voulu engager et qui avait dicté la circulaire confidentielle du 21 novembre 1864, adressée alors par le général Bazaine à tous les commandants supérieurs.

CIRCULAIRE.

S. M. l'empereur Maximilien désire recueillir tous les faits et actes scandaleux qui peuvent être reprochés au clergé, et à l'appui desquels des preuves certaines pourraient être mises.

La conduite privée des membres du clergé, les abus qu'ils commettent au titre du casuel, les obligations qu'ils imposent aux particuliers, dans certains cas, pour leur donner l'absolution *in articulo mortis*, le refus de sépulture, et enfin tous les actes

ayant un caractère de pression, devront être l'objet de vos investigations.

Je n'ai pas besoin de vous recommander la plus grande prudence dans les recherches que vous avez à faire à cet égard, ainsi que dans l'envoi que vous me ferez des documents à l'appui des actes répréhensibles de la catégorie énoncée.

Ces recherches devront avoir un caractère tout confidentiel, ainsi que votre correspondance, qui devra être adressée au cabinet.

BAZAINE.

Reprenons notre récit. Le chef du cabinet militaire fut chargé de répondre aux dernières propositions du secrétaire impérial, le père Fischer.

Mexico, le 2 février 1867.

Monsieur l'abbé,

S. E. le maréchal Bazaine, auquel le général Osmont a communiqué votre lettre du 1<sup>er</sup> février, confidentielle et réservée, me charge d'avoir l'honneur d'y faire réponse.

Votre ignorance des usages militaires vous fait adresser au général Osmont une double proposition qui témoigne du désir que vous avez de ne point voir priver de braves soldats d'une récompense à laquelle ils attachent du prix.

Vous ajoutez que vous ne croyez pas devoir soumettre les états de proposition à S. M. l'empereur du Mexique, à cause du lamentable accident qui s'est produit dans ces jours derniers.

Il est regrettable, en effet, que des propositions faites depuis longtemps aient été envoyées dans des circonstances aussi peu favorables; mais, Monsieur l'abbé, on ne saurait admettre que le désir particulier que vous témoignez d'être agréable au général



Osmont autorise cet officier général à s'écarter des règles de la hiérarchie qui, dans l'ordre militaire comme dans l'ordre religieux, constituent la base de la discipline.

Quant à l'incident que vous invoquez, vous ne sauriez ignorer qui l'a provoqué, et, en mettant de l'ordre dans les faits, vous vous apercevriez peut-être que la loyauté méconnue, le sentiment et la dignité offensés, ont nécessité, de la part du maréchal, une première rupture dont la conscience de vos amis politiques seule restera chargée.

Agréez...

Le colonel, chef du cabinet.

Le quartier général devait d'autant plus se féliciter de ne s'être pas écarté un instant de ses instructions écrites, malgré les tendances du général Castelnau, que notre gouvernement lui écrivait à la date du 15 janvier, que son mouvement de concentration et de retraite devait être terminé; qu'il fallait se masser pour procéder à l'embarquement, les bateaux transatlantiques devant mouiller en rade de Vera-Cruz dans les derniers jours du mois de février. On ne songeait plus à Paris qu'à une chose, à quitter au plus vite cette terre de mécomptes et de sacrifices. « Vous avez des devoirs à remplir, disait-on au maréchal; la responsabilité, quelque incident qui se présente, n'en pèse pas moins sur vous; mais elle devra être légère, quand vous marcherez comme toujours droit au but que vous devez obtenir, le rapatriement de vos troupes sans perdre de temps. » Dans ce grand naufrage, tout s'engloutissait; la régénération de la race latine comme la monarchie, les intérêts de nos nationaux, qui avaient été le prétexte de la guerre, comme les deux emprunts français, qui avaient servi à la conduire à ce sinistre résultat. A la surface avait sur-

nagé la seule créance de Jecker, qui avait obtenu douze millions et demi, payés avec l'argent français.

Les premiers jours de février, où séjourna encore le quartier général à Mexico, furent employés à rendre la ville aux autorités mexicaines. Notre intendance offrit au ministère impérial nos chariots, nos voitures et des vêtements militaires. Trop pauvre pour tout payer, celui-ci ne fit l'acquisition que de ces derniers objets pour habiller ses troupes presque nues. Mexico, autrefois ville presque ouverte, était à cette heure protégé par une enceinte continue, armée de nombreuses pièces de siège et de campagne, approvisionnées à trois cents coups. La place renfermait trois poudrières contenant une masse considérable de cartouches. L'arsenal regorgeait de fusils en parfait état. De crainte que l'ennemi ne tombât subitement sur la ville, le maréchal, pour la mettre à l'abri de toute surprise, fit planter en avant de toutes les chaussées aboutissant aux *garritas* (portes) des chevaux de frise. Comme c'est d'habitude en toute place de guerre dont on fait la remise, les pièces de campagne, réparties sur treize kilomètres de ceinture, furent amenées dans la cour de la citadelle, comptées, reconnues et livrées à l'artillerie impérialiste, qui reçut les clefs de tous les magasins où avait été déposé l'outillage. Les procès-verbaux, régulièrement émarqués, furent remis en échange à notre état-major. Cette opération avait d'ailleurs un double but: en cas de brusque tentative des libéraux, il eût été facile d'enlever les bouches à feu de léger calibre, tandis qu'elles étaient en sûreté dans la place d'armes. Quant aux pièces de siège laissées sur les remparts, elles se défendaient elles-mêmes par la lourdeur de leur poids.